

LES SOIRÉES CABARET FONT SALLE COMBLE

PAGE 11



50 ANS À BÂTIR LE NORD PAGE 3



L'événement
PLEIN LA VUE





2026
**BRONCOSM
SPORT**





LE COURS MOTOR SALES

0%

TAUX ANNUEL À L'ACHAT
JUSQU'À 72 MOIS



Hearst 705 362-4011
Kapuskasing 705 335-8553

www.lecoursmotorsales.ca

Des failles majeures révélées dans plusieurs services publics ontariens

La vérificatrice générale de l'Ontario a rendu publics quatre rapports spéciaux portant sur des secteurs névralgiques des services publics provinciaux, mettant en lumière d'importantes lacunes en matière de surveillance, de cohérence administrative et de prestation des services.

Par Ndery Dione
Le Nord - IJL

Les audits publiés par le Bureau du vérificateur général de l'Ontario concernent le Bureau des obligations familiales, la délivrance des permis de conduire des camions lourds commerciaux, les besoins en éducation de l'enfance en difficulté ainsi que l'utilisation de l'intelligence artificielle au sein du gouvernement ontarien.

«Ces rapports spéciaux contiennent des recommandations en vue d'apporter des améliorations pour renforcer la surveillance, hausser la cohérence et améliorer la prestation de services dans le cadre de programmes qui comptent vraiment pour les Ontariennes et les Ontariens», a déclaré la vérificatrice générale, Shelley Spence. Dans son rapport sur le Bureau des obligations familiales (BOF), l'audit conclut que les familles devaient attendre en moyenne huit mois et demi avant qu'une ordonnance alimentaire soit inscrite et qu'un premier paiement soit versé par l'entremise du programme. Il est à noter qu'au 31 mars 2025, les payeurs devaient près de 2,1 milliards de dollars aux

bénéficiaires ayant des dossiers actifs. Aussi, quelques incohérences ont été remarquées, notamment dans l'application des mesures d'exécution liées aux paiements en souffrance, révélant que 43 anciens employés du BOF avaient toujours accès à des bases de données contenant des renseignements personnels d'Ontariens.

Permis de camions sous critique

Concernant la délivrance des permis de conduire des camions lourds commerciaux, l'audit révèle plusieurs failles dans les mécanismes de contrôle entourant la formation, l'évaluation et l'octroi des permis.

Les camions lourds commerciaux ont été impliqués dans 12 % des collisions mortelles en Ontario entre 2019 et 2023, bien qu'ils ne représentent que 3 % des véhicules circulant sur les routes provinciales. Or, l'audit a dévoilé que le ministre des Collèges, des Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité n'avait jamais inspecté 25 % des collèges privés d'enseignement professionnel offrant activement une formation des conducteurs débutants.

Ce qui sous-entend que certains étudiants auraient obtenu une attestation sans avoir complété la formation obligatoire ni accumulé le nombre d'heures requis.

Le rapport fait également état d'incohérences dans les examens de conduite administrés dans les centres Test au volant, et puis il y a des conducteurs qui ont pu obtenir un permis sans respecter une période d'attente après l'obtention d'un permis de catégorie G ou malgré des infractions antérieures.

Éducation et IA dans la mire

En plus, des difficultés liées aux besoins en éducation de l'enfance ont été mises en lumière avec de longs délais pour accéder à des évaluations spécialisées. Selon l'audit, environ le tiers des élèves concernés ont attendu plus d'un an avant de recevoir une évaluation officielle. Autrement dit, plusieurs plans d'éducation examinés ne comportaient pas d'objectifs mesurables, manquaient d'individualisation et ne consignaient pas systématiquement les commentaires des parents ou des tuteurs.

Le rapport a indiqué que dans 49 % à 72 % des cas, les absences d'aide-enseignant n'étaient pas remplacées par des substituts qualifiés, limitant ainsi le soutien offert aux élèves. Certains élèves ayant des besoins particuliers auraient aussi été renvoyés à la maison ou invités à y rester, sans qu'aucun suivi officiel de ces situations ne soit effectué.

Enfin, l'utilisation de l'intelligence artificielle au sein du gouvernement de l'Ontario s'intéresse aux méthodes d'acquisition et d'utilisation des systèmes d'IA dans l'ensemble de la fonction publique ontarienne.

L'audit a indiqué que des employés accédaient à des sites web d'IA peu sécuritaires ou non sécurisés, augmentant les risques de divulgation non autorisée de données. Seulement 3 % du personnel avait suivi la formation sur l'utilisation responsable de l'IA, laquelle n'est pas obligatoire.

Les vérificateurs ont aussi décelé

des lacunes dans les pratiques d'approvisionnement, notamment en ce qui concerne la validation des tests des fournisseurs, les évaluations de sécurité, les tests sur les biais et les démonstrations des systèmes Scribe IA utilisés dans le secteur des soins de santé.

Selon le Bureau du vérificateur général, la stratégie ontarienne en matière d'intelligence artificielle omet plusieurs composantes présentes dans les stratégies adoptées par d'autres administrations.

Dans l'ensemble de ces quatre rapports, Shelley Spence a insisté sur l'importance d'une surveillance claire, de pratiques uniformes et d'un suivi rigoureux afin de garantir que les programmes publics atteignent les objectifs établis. Le Bureau prévoit effectuer un suivi de la mise en œuvre de ses recommandations dans un délai de deux ans.

Guy Bourgoïn réclame des actions concrètes

Le député provincial Guy Bourgoïn a vivement réagi à ce rapport, publié la semaine dernière, affirmant que tout ce qu'il dénonçait depuis des années à propos des routes du Nord, plus précisément ce que les communautés vivent et voient comme accidents sur les routes 11 et 17 à cause de l'insécurité sur les routes, vient d'être confirmé.

Malgré que ce rapport a édifié sur de nombreux aspects distincts, M. Bourgoïn a pointé de plus son doigt sur la délivrance des permis de conduire des camions lourds commerciaux, faisant peut-être une grande partie des causes néfastes sur l'insécurité routière dans le Nord de l'Ontario.

Pour le député, c'est bien beau que le gouvernement dise qu'il a accepté l'ensemble des recommandations faites par la vérificatrice, mais encore faut-il les prendre en compte.

«Le rapport a dit que 12 % de ces accidents de camions là sont mortels. Ça vient renforcer ce qu'on dit tout le temps. Ce rapport a été déposé à Queen's Park et on a posé des questions là-dessus (...), a raconté M. Bourgoïn, invitant la province à agir avec des mesures concrètes.



BOUCHER
Plumbing & Heating
EST. 1936

CONTINUE D'OFFRIR
LE MÊME
Excellent
SERVICE



DEPUIS
1936

705-362-4575

**VENEZ
NOUS VOIR AU**

1691
ROUTE 11

Cinq décennies de savoir-faire au service du Nord de l'Ontario

Après un demi-siècle d'affaire dans le Nord de l'Ontario, Villeneuve Construction célèbre cette année un jalon important de son histoire.

Par Ndery Dione
Le Nord - IJL

Fondée en 1976 à Hallébourg avant de s'installer à Hearst dans les années 1980, l'entreprise met en lumière cinq décennies de croissance, d'innovation et de développement des infrastructures régionales.



Pour marquer son 50e anniversaire, la compagnie a dévoilé un nouveau site web ainsi qu'une vidéo commémorative retraçant son parcours, ses réalisations et les personnes qui ont contribué à son évolution au fil des ans.

D'abord active dans les projets résidentiels et municipaux,



Photos : Villeneuve/web

Villeneuve Construction s'est progressivement imposée comme un acteur majeur des travaux civils dans le Nord de l'Ontario.

L'entreprise attribue cette progression à des acquisitions stratégiques, à une diversification vers la production d'agrégats et l'exploitation d'asphalte, ainsi qu'à des investissements continus dans la modernisation de ses équipements et de ses infrastructures.

Présentement, les activités de l'entreprise couvrent un vaste territoire s'étendant le long des routes 11 et 17 jusqu'à Moosonee, dans le Grand Nord ontarien. En haute saison, Villeneuve Construction emploie environ 300 personnes et gère plus de 200 sources d'agrégats dans la région. «Cinquante ans, c'est plus qu'un chiffre, c'est un volume inégalé de chemins construits, de communautés tissées et

d'engagements respectés. Depuis toujours, notre vision, c'est travailler fort, mais grâce à nos équipes, à nos partenaires et à nos communautés, cette passion pour le travail s'est transformée. Notre 50e n'est pas une ligne d'arrivée, mais bien un point de départ pour un autre demi-siècle qui promet de grandes choses», a affirmé Ghislain Lacroix, président de Villeneuve Construction.

Dans le même ordre d'idées, Martin Villeneuve, directeur de la flotte, a ajouté que l'innovation fait partie intégrante de l'ADN de l'entreprise tout en se disant fier de célébrer ces 50 ans solides d'existence dans le Nord.

Selon lui, Villeneuve Construction demeure tournée vers l'avenir grâce à l'intégration d'outils modernes, au recrutement de nouveaux talents et à la recherche constante de nouvelles possibilités de développement.

Le vice-président de l'entreprise, Mario Villeneuve, a rappelé que cet anniversaire représente davantage qu'un regard vers le passé.

«Comme on le répète souvent, il ne suffit pas de remuer de la terre, mais bien de développer l'infrastructure qui rassemble les communautés qui l'habitent. Ce qui donne un vrai sens à ce grand moment, c'est de voir notre histoire dans son ensemble : les gens dans les coulisses, les communautés qui prospèrent et, au bout du compte, de voir comment nous avons réussi à façonner le Nord, notre Nord», a-t-il soutenu.

Bref, malgré sa croissance, Villeneuve Construction affirme rester profondément enracinée dans le Nord et dans ses racines franco-ontariennes. L'entreprise souhaite poursuivre son développement en misant sur les communautés, l'infrastructure et les possibilités d'avenir.



PRÊT À
VOUS FAIRE
VOIR?

Contactez notre équipe dès aujourd'hui pour bâtir une campagne publicitaire adaptée à vos objectifs et à votre budget.



COMMUNIQUEZ AVEC NOUS

705 372-1011

vente@hearstmedias.ca

lenord.ca

1004, rue Prince
Hearst (Ontario) P0L 1N0



Visitez
notre site web!

LE NORD, VOTRE MÉDIA, VOTRE COMMUNAUTÉ, VOTRE MEILLEUR VISIBILITÉ.

JOURNAL
LE NORD



ÉQUIPE

Steve Mc Innis, directeur général et éditeur
smcinnis@hearstmedias.ca

Gessica Tsuni, ventes
vente@hearstmedias.ca

webTactics | DAY Communications, ventes nationales
danielle.Jones@daycommunications.ca

Ndery Dione, journaliste
ndione@hearstmedias.ca

Guy Morin, journaliste sportif
guymorin72@gmail.com

Gilles Péloquin, journaliste sportif
gpelo1951@hotmail.com

Maurice Lepage, maquettiste
pub@hearstmedias.ca

Julie Pelletier, comptabilité
jpelletier@hearstmedias.ca

Nathalie Gagné, réception et distribution
info@hearstmedias.ca

Francine Lacroix, employée de soutien
flacroix@hearstmedias.ca

Claire Forcier, réviseure bénévole

Marc Bédard, chroniqueur

Site web : lenord.ca

Facebook : C'INN à Hearst

Journal Le Nord

1004, rue Prince, C.P. 2648
Hearst (ON) P0L 1N0
705 372-1011



Le Nord est géré par les Médias de l'épINETTE noire

Les Médias de l'épINETTE noire est un organisme sans but lucratif gérant le journal Le Nord, la radio C'INN 91.1 et leurs plateformes web, appuyé par un conseil d'administration.

Gérard Payeur, président

Suzanne Dallaire Côté, vice-présidente

Lise Camiré Laflamme, trésorière

Paul Baril, administrateur

Julie Charbonneau, administratrice

Notre journal rectifiera toute erreur de sa part qui lui est signalée dans les 48 heures suivant la publication. La responsabilité de notre journal se limite, dans tous les cas, à l'espace occupé par l'erreur pourvu que l'annonce en question nous soit parvenue avant l'heure de tombée. Il est interdit de reproduire le contenu de ce journal sans l'autorisation écrite et expresse de la direction. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement canadien, par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques servant à nos activités d'édition.



Notez que le journal Le Nord utilise l'orthographe rectifiée et le programme Antidote 10.

Prenez note que nous ne sommes pas responsables des fautes dans plusieurs des publicités du journal. Nombreuses sont celles qui nous arrivent déjà toutes prêtes et il nous est donc impossible de changer quoi que ce soit dans ces textes.

Communiquez avec l'équipe par téléphone ou passez nous voir au bureau lors des heures d'accueil, soit du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30. Nous sommes fermés les samedis et dimanches.

réseau presse
médias professionnels de l'Info locale

FIER MEMBRE

Le Nord est publié depuis mars 1976.
Il est passé aux mains des Médias de l'épINETTE noire en mai 2016.

ISSN 1199-0805



Médias communautaires francophones : des défis... et des solutions

Par **Camille Langlade**

Francopresse- IJL

Ressources financières limitées, main-d'œuvre rare et surchargée, relations tendues entre journalistes et sources : les médias francophones en situation minoritaire jonglent avec des défis structurels persistants – tout en faisant preuve d'une remarquable capacité d'adaptation.

«Je ne vous apprend rien : le secteur des médias traditionnels connaît de grandes transformations, notamment en raison de l'émergence du numérique», amorce Annie Desjardins, doctorante en communication sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Chercheurs et chercheuses se sont succédé au pupitre, les 11 et 12 mai, pour présenter leurs travaux sur les médias en situation linguistique minoritaires – au Canada comme ailleurs – lors du Congrès de l'Acfas, à Trois-Rivières, au Québec.

Au Canada, entre 2008 et 2025, plus de 520 médias locaux ont mis la clé sous la porte. Les médias en situation minoritaire ont cependant été épargnés depuis 2021.

Fragilité et dépendance financière

Annie Desjardins s'est pour sa part avant tout intéressée aux médias communautaires, «piliers d'identité francophone». Elle a recensé 58 radios et journaux francophones en milieu minoritaire au Canada et a mené des entrevues ciblées auprès de journalistes et de gestionnaires de ces médias.

«On a aussi observé une grande variété dans le format, les portées de diffusion, les structures de propriété.» Certains prennent la forme d'organisme à but non lucratif, d'autres fonctionnent comme des microentreprises ou des coopératives.

CARICATURE — Louise Arbour, d'un droit à l'autre

LOUISE ARBOUR, NOUVELLE REPRÉSENTANTE DE LA COURONNE



Plus de la moitié des médias fonctionnent avec un budget annuel inférieur à 500 000 \$, et le tiers dispose de revenus inférieurs à 250 000, précise-t-elle. Une situation financière fragile, qui dépend souvent des subventions gouvernementales.

«Les médias font face à une baisse importante des revenus publicitaires, en raison du déplacement des investissements vers les plateformes numériques et les grands diffuseurs en ligne», explique la chercheuse.

Si les subventions gouvernementales restent souvent essentielles à la survie de plusieurs médias, elles créent aussi «une forme de dépendance et surtout une incertitude à long terme».

Elle cite l'Initiative de journalisme local (IJL), un programme fédéral sans lequel certains ne pourraient pas maintenir leur activité.

Main-d'œuvre rare et surmenée

Du côté des ressources humaines, Annie Desjardins distingue deux grandes tendances : la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la concentration des compétences au sein d'un très petit nombre de personnes. «On peut aussi parler des salaires et des conditions de travail, qui sont souvent moins compétitifs.»

Cette situation augmente les risques d'épuisement professionnel et complique la rétention des employés en poste, souvent amenés à multiplier les rôles et à fonctionner en effectif réduit.

«Il y a plusieurs médias qui reposent sur un petit nombre de personnes qui possèdent des savoirs essentiels en gestion, en animation, et ça crée une forte dépendance [...] En cas de congé, de départ vers la retraite, ça peut être compliqué de les remplacer.» Parmi les gestionnaires avec qui l'universitaire s'est entretenue, beaucoup ont mis des semaines à répondre, débordés.

Relation ambivalente entre les journalistes et leurs sources

Sur le terrain, Annie Desjardins n'hésite pas à parler de «zone grise» quand il s'agit de décrire les relations entre les journalistes francophones en situation minoritaire et leurs sources.

Des relations ambivalentes, avec d'un côté la volonté de faire un journalisme éthique, informatif, et de l'autre un journalisme plus subjectif, de défense et de promotion, qui ne veut pas «froisser» les membres de la communauté, que l'on peut croiser à l'épicerie.

«Dans les communautés francophones, les gens se connaissent souvent personnellement, ils se croisent dans les événements, ils se croisent dans les organismes et parfois même dans leur vie quotidienne.»

La doctorante remarque également que les journalistes ont des attitudes différentes selon qu'ils travaillent pour un média communautaire ou un média public national, où la déontologie est plus stricte.

Les gestionnaires, de leur côté, voient les sources comme des lecteurs potentiels, et donc autant de sources de revenus.

De plus, le bassin de sources francophones est souvent limité en contexte minoritaire; «on ne peut pas se permettre de les perdre, car il n'y en a pas d'autres», remarque-t-elle.

(Suite à la page 7)

L'eau et les infrastructures au cœur d'un investissement provincial

Le gouvernement de l'Ontario a investi plus de 875 millions de dollars afin de moderniser les infrastructures municipales liées à l'eau dans 127 municipalités et Premières Nations de la province.

Par Ndery Dione
Le Nord - IJL

Ce financement, accordé dans le cadre du volet Santé et sécurité de l'eau du Programme d'infrastructure de logement municipal (PILM-SSSM), vise à soutenir la croissance résidentielle, améliorer la sécurité publique et renforcer la résilience des collectivités face aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Les projets financés concernent principalement les réseaux d'eau potable, les systèmes d'eaux usées, les infrastructures d'eaux pluviales ainsi que les ouvrages de protection contre les inondations. La province a également indiqué que ces investissements contribueront à protéger les collectivités, à soutenir l'expansion du parc immobilier et à assurer la fiabilité des infrastructures essentielles partout en Ontario.

Hearst encore en attente

Plusieurs municipalités du nord de l'Ontario figurent parmi les bénéficiaires, notamment le canton de Mattice-Val Côté, qui recevra 392 375 \$ pour la réhabilitation du système d'égouts de Val Côté, ainsi que la Ville de Timmins, qui obtient plus de 23,6 millions de dollars pour la construction du château d'eau de Tisdale.

La ville de Hearst ne fait pas encore partie des municipalités bénéficiant de ce financement, même si, elle avait présenté une demande auprès du ministère de l'Infrastructure de l'Ontario, mais celle-ci a été refusée.

Éric Picard, l'administrateur en chef à la municipalité, a souligné que la province n'a pas donné aucun motif au rejet de leur demande, d'ailleurs c'est ce qui les a

poussés à refaire un suivi et présentement ils sont en attente.

M. Picard avoue que la ville de Hearst reçoit chaque année beaucoup de réponses favorables concernant leurs demandes de subventions et celle-ci en question était soumise dans le but de poursuivre les réparations du système d'égouts de Hearst dont, ils veulent présentement s'en occuper, de ceux de la rue Mongeon et Mc Manus.

Plusieurs projets dans le Nord

D'autres municipalités ont obtenu leur part, notamment la Ville de Temiskaming Shores, qui en bénéficiera à hauteur de 4,9 millions de dollars pour le remplacement du système d'aération de la lagune de Liskeard, ainsi que la Ville de Cochrane, qui recevra de son côté plus de 10,3 millions de dollars pour la reconstruction de la 5e Rue.

Dans le nord-est de la province, le canton de Black River-Matheson profitera quant à lui de 1,54 million de dollars pour moderniser le système de désinfection UV de sa station d'épuration des eaux usées. De même que dans plusieurs régions de la province, ces investissements serviront à prévenir les inondations et à sécuriser les approvisionnements en eau potable.

À Mississauga, plus de 24 millions de dollars seront investis dans la reconstruction de l'infrastructure de gestion des eaux pluviales du ruisseau Little Etobicoke, tandis qu'à North Bay plus de 11,5 millions de dollars permettront d'améliorer la station d'épuration et le réseau de collecte des eaux usées afin de prévenir les inondations récurrentes.

Des infrastructures adaptées à la croissance

Certaines municipalités recevront des sommes considérables pour répondre à la croissance démographique et aussi pour soutenir la construction de logements. Plus précisément, c'est le cas du canton d'Adjala-Tosorontio qui obtiendra près de 29 millions de dollars pour moderniser le système d'assainissement d'Everett et desservir de nouveaux logements.

La Municipalité de Southwold recevra plus de 24,6 millions de dollars pour sa station d'épuration des eaux usées de Talbotville. Les Premières Nations bénéficient également d'un soutien important. Ainsi, Anishinaabe Gakijiwanong aura près de 30 millions de dollars pour moderniser son réseau de traitement et de distribution d'eau, alors que la Première Nation de Shawanaga

recevra plus de 9,3 millions de dollars pour la réhabilitation de son réseau de distribution d'eau potable.

D'autre part, plusieurs projets porteront aussi sur la réhabilitation de barrages, de stations de pompage et de conduites d'eau vieillissantes. À Brockville, plus de 24,5 millions de dollars seront investis dans le remplacement de la station de pompage principale de Centeen Park.

À Pembroke, enfin, un projet de près de 28,7 millions de dollars permettra l'agrandissement du réservoir de Quarry Road et l'ins-tallation d'une nouvelle conduite d'eau principale dans le but d'assurer un approvisionnement en eau potable adapté à la croissance de la population.

Selon le document d'information publié par le gouvernement de Doug Ford, les détails des projets et les montants de financement pourraient toutefois être modifiés au cours de leur réalisation.



**Vous êtes à un «*splash!*»
DU PLUS BEL ÉTÉ DE VOTRE VIE!**

**PRÉPAREZ VOTRE PISCINE
POUR LA BELLE SAISON!**

Chez Straight Line, nous avons tout ce qu'il vous faut pour garder votre piscine propre, sécuritaire et prête à en profiter tout l'été.

- ✓ Produits d'entretien de qualité
- ✓ Service de mise en service (start-up)
- ✓ Fermeture de piscine
- ✓ Entretien et maintenance

Faites confiance à notre équipe pour un service fiable et sans souci, du début à la fin de la saison.

Passez nous voir!

705 372-9000 / straightlineplumbingandmechanical.com
144 Fontaine Dr, Hearst



Nouvelle stratégie pour doubler la capacité électrique du pays

Le gouvernement fédéral a lancé officiellement les consultations en vue d'élaborer une nouvelle Stratégie nationale d'électrification, un vaste chantier destiné à transformer le réseau énergétique canadien d'ici 2050.

Par Ndery Dione
Le Nord - IJL

Le premier ministre Mark Carney a fait cette annonce jeudi dernier à Ottawa dans un contexte mondial marqué par les tensions géopolitiques, les bouleversements du commerce international, l'essor rapide de l'intelligence artificielle et l'intensification des changements climatiques.

Selon le gouvernement, cette stratégie cherche à renforcer la sécurité énergétique du pays tout en assurant une énergie plus abordable, plus fiable et plus durable pour les Canadiens. Ottawa estime que la demande en électricité devrait doubler d'ici 2050, notamment en

raison de l'électrification croissante de l'économie et de l'industrie.

Le Canada dispose déjà d'un réseau électrique propre à environ 80 %, ainsi que de coûts d'électricité parmi les plus bas des pays du G7, et c'est ce qui fait que M. Carney souhaite désormais s'appuyer sur cet avantage pour doubler la capacité du réseau national au cours des prochaines décennies.

«Dans un monde plus volatile et en mutation rapide, le Canada prend son avenir en main. Grâce à notre nouvelle Stratégie nationale d'électrification, nous bâtirons rapidement et à grande échelle pour doubler notre réseau énergétique et bâtir un Canada fort alimenté par une énergie propre, abordable et

fiable pour toutes les générations. Maîtriser l'énergie, c'est maîtriser notre destin», a affirmé le premier ministre.

Des consultations déjà lancées

Pour y parvenir, des consultations sont déjà lancées auprès des provinces, des territoires, des peuples autochtones, des sociétés de services publics et des syndicats. Les discussions des prochains mois, explique le premier ministre, serviront à déterminer les moyens les plus efficaces et les plus économiques de moderniser et d'étendre le réseau électrique canadien.

En outre, Mark Carney a soutenu que cette transformation pourrait permettre de réaliser jusqu'à 15 milliards de dollars d'économies énergétiques d'ici 2050 et de réduire les coûts énergétiques pour sept ménages canadiens sur dix.

Il a toutefois précisé que l'atteinte de ces objectifs nécessitera le recours à plusieurs sources d'énergie, incluant le gaz naturel, tout en prévoyant ainsi de modifier la réglementation sur l'électricité propre afin d'offrir davantage de souplesse aux provinces et aux fournisseurs d'énergie, et poursuivre en même temps la réduction des émissions.

Quatre grands piliers

Cependant, cette stratégie nationale d'électrification reposera sur quatre grands piliers. Le premier anticipe des investissements majeurs dans la production, le transport, la distribution, le stockage et la modernisation des infrastructures électriques afin de doubler la production d'électricité au pays. Le deuxième pilier vise à relier les réseaux électriques actuellement fragmentés entre les provinces, les territoires et le Nord canadien.

Le gouvernement fédéral considère que cette fragmentation entraîne des coûts importants liés aux pannes, aux infrastructures en double et au gaspillage d'électricité, soutenant que ces consultations lancées pourront identifier les obstacles au développement des



Le premier ministre a mentionné sur sa page Facebook, après juste sa déclaration, que le moment est venu de bâtir un Canada fort grâce à une énergie propre, abordable et fiable pour les décennies à venir.

Photo : Mark Carney/Facebook

connexions interprovinciales.

Le troisième volet concerne la main-d'œuvre, et Ottawa a affirmé que plus de 130 000 travailleurs qualifiés seront nécessaires d'ici 2050 pour construire et entretenir le réseau électrique de demain.

Le gouvernement fédéral souhaite donc travailler avec les industries, les syndicats et les établissements de formation afin d'assurer le recrutement et la rétention de cette main-d'œuvre spécialisée.

Enfin, le quatrième pilier met l'accent sur le développement de la capacité manufacturière canadienne.

En fait, l'objectif est qu'une plus grande part des composantes et technologies nécessaires au réseau électrique soit produite au Canada.

En parallèle, un renforcement des programmes de rénovation énergétique résidentielle a par ailleurs été lancé pour soutenir jusqu'à un million de logements grâce à des subventions, du financement et diverses mesures visant à réduire la consommation énergétique. Ce plan prévoit notamment de faciliter la transition vers les pompes électriques pour remplacer les systèmes de chauffage au propane, au mazout ou les plinthes électriques.

Des projets déjà en cours

À titre de rappel, plusieurs projets énergétiques sont déjà en cours dans différentes régions du pays par l'entremise du Bureau des grands projets. Parmi eux figurent l'agrandissement de la centrale hydroélectrique Taltson dans les Territoires du Nord-Ouest, le projet hydroélectrique de la Nunavut Nukkiksautiit Corporation à Iqaluit, celui d'une nouvelle centrale nucléaire de Darlington en Ontario, la ligne de transport d'électricité de la côte nord en Colombie-Britannique ainsi que le projet éolien Wind West en Nouvelle-Écosse.



Gagnants du tirage

Le tirage a eu lieu en direct sur les ondes de CINN-91,1 le 15 mai 2026.

1^{er} prix – 15 000 \$:

Rick Levasseur

2^e prix – 1000 \$

(don de Hince Transport) :

France Lepage

3^e prix – Chèque-cadeau de 500 \$

(don de Pizza Place Bar and Grill) :

Paul Beauchamp

4^e prix – Chèque-cadeau de 250 \$

(don de Companion Hotel/Motel) :

Gyslin et Michel Alary

Un grand merci à nos commanditaires et à toutes les personnes qui nous ont encouragés!

Réformes en préparation pour mieux protéger les enfants adoptés

Le gouvernement de l'Ontario a dévoilé la semaine dernière son intention de recommander une série de modifications législatives pour mieux protéger les enfants dans le cadre des adoptions privées et internationales.

Par Ndery Dione
Le Nord - IJL

Les changements proposés ont pour objectif de renforcer la surveillance du système d'adoption, d'améliorer les mécanismes de conformité et d'empêcher les personnes mal intentionnées d'intégrer le processus.

Présentée par le ministère des Services à l'enfance, communautaires et sociaux, cette réforme vise à garantir des services d'adoption «sécuritaires et de grande qualité» partout dans la province.

«L'adoption doit privilégier l'intérêt supérieur de l'enfant et lui offrir la stabilité nécessaire à son épanouissement», a déclaré Michael Parsa, ministre des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires.

À son avis, ces changements permettraient de renforcer la

surveillance des adoptions afin de mieux protéger l'intérêt supérieur, la sécurité et le bien-être des enfants.

Environ 130 adoptions privées nationales et internationales sont réalisées annuellement en Ontario par des organismes agréés ou des particuliers qui ne relèvent pas d'une société d'aide à l'enfance.

Si elle est adoptée, cette loi renforcerait le système ontarien d'adoption privée et internationale afin que la surveillance de ces adoptions demeure efficace et permette de répondre aux préoccupations croissantes concernant les pratiques illicites.

Ces changements soumis par la province à la Loi sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille ainsi qu'à la Loi sur l'adoption internationale prévoient notamment un resserrement de la supervision ministérielle des

adoptions afin d'assurer des services plus sécuritaires et mieux encadrés.

En revanche, le gouvernement souhaite également se doter de nouveaux outils de conformité et d'application de la loi pour les titulaires de permis d'adoption privés qui ne respectent pas les lois ontariennes sur l'adoption ou les conditions de leur permis.

Les modifications permettraient par la suite d'élargir les motifs pouvant mener au refus ou à la révocation d'une licence d'organisme d'adoption privé, dans le but d'écarter les personnes jugées mal intentionnées du système.

Enfin, l'Ontario entend s'assurer que les adoptions internationales soient désormais facilitées exclusivement par des professionnels agréés.

De son côté, le solliciteur général Michael Kerzner a soutenu cette

initiative, affirmant que «chaque enfant mérite d'être en sécurité, soutenu et protégé durant le processus d'adoption». Il a poursuivi en disant que de tels changements renforceraient la surveillance, amélioreraient la responsabilisation et contribueraient à garantir que le système d'adoption privé et international de l'Ontario continue de privilégier le bien-être des enfants.

D'après le gouvernement de M. Ford, ces nouvelles dispositions législatives s'inscrivent dans la continuité des mesures déjà mises en place pour renforcer la protection des enfants dans la province.

Elles feront toutes partie d'un projet législatif plus vaste qui sera dévoilé au cours des prochains jours et qui vise à améliorer la sécurité dans les rues et les communautés, à renforcer l'application des mesures de sécurité existantes ainsi qu'à offrir une meilleure protection aux victimes et aux personnes vulnérables.

Médias communautaires francophones : des défis... et des solutions (Suite de la page 4)

Par Camille Langlade
Francopresse - IJL

Transition numérique compliquée

S'adapter aux nouvelles réalités numériques constitue un autre défi. «Bien que les médias aient amorcé un virage vers une plateforme numérique, le manque de personnel complexifie la mise à jour des outils et leur gestion. Il y en a très peu qui utilisent les outils de découvrabilité et les données d'analyse d'audience [en ligne], ça limite bien sûr la capacité des médias à innover puis à rester compétitif dans un environnement médiatique qui est saturé aujourd'hui», détaille Annie Desjardins.

La monétisation des contenus numériques revient aussi souvent sur la table. «Ni les abonnements numériques ni la publicité en ligne n'ont permis d'atteindre les niveaux de revenus qui étaient observés avant la transition numérique.»

Le blocage des nouvelles sur les

plateformes de Meta (Facebook, Instagram) au Canada a créé un défi supplémentaire.

Résilience et créativité

Néanmoins, tout n'est pas noir : ces médias continuent d'exister, a souligné la spécialiste. Un seul – *Perspectives Vanier* – a fermé ses portes depuis la pandémie. Les défis existent, mais les solutions également. Collaboration, mutualisation des ressources, couverture élargie ou encore diversification des revenus : Annie Desjardins met de l'avant «la grande résilience et la grande créativité des gestionnaires et des médias communautaires».

L'Acadie Nouvelle a collaboré avec d'autres journaux en Atlantique pour la couverture d'élections.

Dans le Nord, les journaux des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut partagent certains de leurs contenus, notamment autour de l'environnement et des questions autochtones.

«Certains médias vont même plus

loin, collaborant avec des médias anglophones pour renforcer la visibilité du français dans un environnement majoritairement anglophone», ajoute la chercheuse. Quant à la mutualisation des ressources, Annie Desjardins prend l'exemple de la radio communautaire CINN FM, en Ontario, qui a acquis le journal *Le Nord*, en 2016, pour éviter qu'il cesse ses activités. Dans la même province, GO FM a racheté deux stations commerciales anglophones.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, Radio Taïga et *l'Aquilon* ont regroupé leur activité au sein de Médias ténois, en 2021.

«Toutes sortes d'exemples qui montrent que c'est peut-être l'union qui fait la force», conclut la spécialiste.

Pour aller plus loin, elle propose de s'attarder lors d'une prochaine recherche sur le public desservi par ces médias communautaires, afin de préciser leurs besoins et leurs attentes.

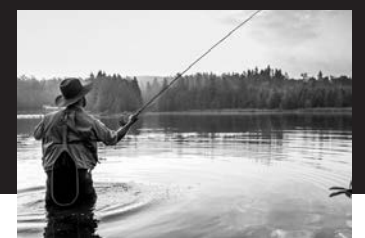


La sécurité, une priorité !

ATTENTION !

Restez toujours à l'écart des barrages. À proximité de ceux-ci, les conditions de l'eau peuvent changer rapidement et sans préavis.

RESPECTEZ TOUJOURS LES AVERTISSEMENTS !



Énergie

Brookfield

1.877.986.4364

ontario.info@brookfieldrenewable.com
energiebrookfieldan.com/securite-publique

PPO en bref : saisie record au Manitoba, drones chinois interdits et accident à Longlac

Par Ndery D'Ione

Une collision impliquant deux camions de transport a entraîné la fermeture temporaire de la route 11 près de Longlac mardi matin.

Selon les informations rapportées, l'accident est survenu vers 7 h 30 à la hauteur de Tower Road. Les services d'urgence et la Police provinciale de l'Ontario (PPO) sont rapidement intervenus sur les lieux afin de sécuriser le secteur et permettre le remorquage des véhicules lourds.

Cependant, la circulation a été interrompue pendant plusieurs heures avant la réouverture de la route. Les autorités ont indiqué par la suite que les blessures subies seraient mineures, et que la cause exacte de la collision n'avait pas encore été déterminée.

Saisie record de drogues illicites au Manitoba

Les autorités policières du

Manitoba ont annoncé, hier, le démantèlement d'un vaste réseau de trafic de drogues s'étendant sur plusieurs provinces canadiennes. L'enquête, menée sur près de deux ans par le Service de police de Winnipeg avec plusieurs partenaires, a abouti à 33 arrestations de même qu'à la saisie de quantités majeures de stupéfiants et d'armes.

Selon les enquêteurs, le réseau importait de la cocaïne, de la méthamphétamine et du fentanyl depuis les États-Unis, avant de les acheminer vers le Manitoba et le nord-ouest de l'Ontario via des circuits logistiques complexes incluant transport commercial, service postal et véhicules modifiés. En outre, les autorités ont affirmé que l'organisation avait des liens avec des groupes criminels bien établis au Canada et à l'international.

Au total, les forces de l'ordre ont saisi des drogues évaluées à plus de 37 millions de dollars, dont

339 kg de méthamphétamine, 175 kg de cocaïne et 11,25 kg de fentanyl.

Les opérations ont également permis la confiscation de 14 armes à feu, d'environ 825 000 \$ en espèces et de 1,35 million de cigarettes illégales.

Au terme de l'enquête, 33 personnes ont été arrêtées et 174 accusations ont été déposées pour trafic de drogues, complot et produits de la criminalité. Deux autres suspects demeurent recherchés.

Les autorités ont souligné que cette opération, soutenue par plusieurs corps policiers provinciaux et fédéraux, constitue l'une des plus importantes saisies de drogues de l'histoire du Manitoba.

L'Ontario restreint l'utilisation de drones chinois à la PPO

Le gouvernement de l'Ontario interdit immédiatement l'utilisation de drones de fabrication chinoise dans les opérations de la Police provinciale de l'Ontario et

prévoit retirer progressivement ces appareils de l'ensemble des services gouvernementaux. La province invoque des préoccupations liées à la sécurité des données et à la protection de la vie privée, en raison des lois chinoises pouvant obliger des entreprises à transmettre des informations au gouvernement chinois.

Les drones visés seront remplacés par des appareils fabriqués au Canada ou provenant de juridictions autorisées, dans le cadre de la politique «Acheter ontarien». Stephen Crawford, ministre de la Prestation de services publics et aux entreprises et de l'Approvisionnement a affirmé que cette mesure vise à mieux protéger les données provinciales tout en soutenant l'industrie canadienne des drones.

Enfin, le solliciteur général, Michael Kerzner, souligne que les services policiers conserveront des outils technologiques modernes pour leurs opérations.

Rénover et économiser

Programme d'économies pour rénover votre maison :

Vous pouvez obtenir des incitatifs quand vous faites des travaux pour économiser de l'énergie :

- isolation
- calfeutrage
- nouvelles fenêtres et portes
- chauffe-eau plus efficace
- thermostats intelligents
- thermopompe
- panneaux solaires et batteries

Ce programme est offert avec **Enbridge** et il s'adresse aux maisons chauffées à l'électricité, au gaz, au bois, au mazout ou au propane.

Vous avez deux options :

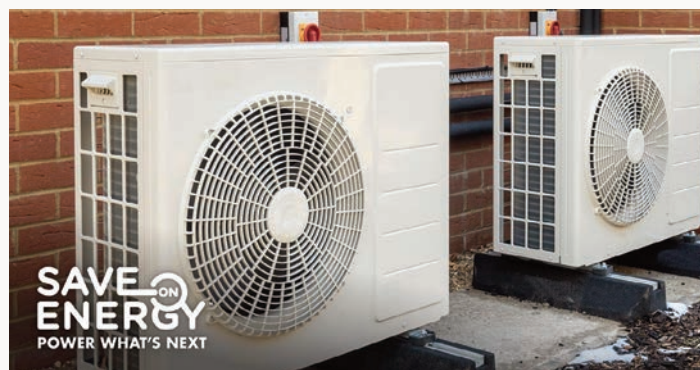
- faire une évaluation énergétique et réaliser **au moins deux travaux** pour recevoir plus d'incitatifs ou
- effectuer **un seul travail admissible** sans faire une évaluation énergétique et recevoir un incitatif.

Pour plus d'informations :

Visitez-nous au 925, rue Alexandra

ou composez le 705 372-2815

homerenovationsavings.ca



SAVE ON ENERGY

DELIVERY PARTNER™

Hantavirus, Ebola et politique

C'est une coïncidence si une petite écloison d'hantavirus et une grande écloison d'Ebola ont soudain fait les manchettes, à moins d'un mois d'intervalle. Mais il y aura d'autres crises de ce genre : les épidémies vont devenir plus fréquentes et vont faire plus de dégâts à cause des conflits armés, du réchauffement climatique, et des coupes à l'aide internationale.

Par Pascal Lapointe
Agence Science-Presse

C'est ce qu'on peut lire dans un rapport du Conseil mondial de suivi de la préparation aux crises sanitaires (*Global Preparedness Monitoring Board*, ou GPMB), rédigé avant les alertes à l'hantavirus et à l'Ebola. L'action collective, lit-on, est minée par la «fragmentation géopolitique, l'érosion des espaces civiques et les intérêts commerciaux».

Le GPMB est un groupe d'experts mis en place en 2018 par la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et qui a pour but d'évaluer l'état de préparation —ou de non-préparation— des sociétés aux futures épidémies. Il avait été créé dans la foulée de la dernière grande épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, qui avait fait officiellement plus de 11 000 morts (mais probablement beaucoup plus) entre 2013 et 2016. Le rapport du GPMB a été publié le 18 mai pour coïncider avec l'assemblée annuelle de l'OMS, qui se tient cette semaine à Genève.

«Le monde n'est pas mieux protégé contre les pandémies» qu'il y a une décennie, insistent les experts à partir de leur analyse des réponses à six alertes internationales déclenchées par l'OMS pendant cette période, incluant l'Ebola, le Mpox (ou variole du singe) et la COVID-19. Malgré ces crises, la préparation est déficiente en matière d'accès aux traitements, aux diagnostics et aux vaccins, spécialement dans les pays les plus pauvres. Et on commence à peine à mesurer les impacts des coupures massives des États-Unis dans leur agence d'aide au

développement (USAID), en plus de leur retrait de l'OMS.

L'actuelle crise de l'Ebola «n'arrive pas dans le vide», commente depuis Genève l'expert en santé publique Matthew Kavanagh, directeur de Centre pour les politiques de santé à l'Université Georgetown. Il rappelle ce que les derniers jours nous ont appris : au Congo, les premiers symptômes identifiés chez un travailleur de la santé remontent déjà au 24 avril, mais les tests de laboratoire n'ont confirmé Ebola que le 15 mai. Un retard amplifié par le fait que les tests cherchaient la mauvaise souche d'Ebola (il y en a trois). Lorsque l'alerte internationale de santé publique a donc été lancée le 17 mai, le virus avait eu le temps de se disperser dans au moins trois provinces du Congo et une de l'Ouganda. Le bilan officiel, en date du 19 mai — plus de 500 cas non confirmés et plus de 130 décès possibles— est donc probablement une sous-estimation, reconnaissent autant l'OMS que le Centre de contrôle des maladies d'Afrique (*Africa CDC*).

Certains experts en santé publique sont plus directs dans leurs blâmes. «En temps normal, nous aurions des personnes sur place soutenues par les États-Unis» commente le Dr Craig Spencer, de l'Université Brown, lui-même un survivant de l'Ebola en 2014. «Il y a beaucoup d'organisations non gouvernementales qui ont travaillé au Congo depuis longtemps, qui font des choses comme de la prévention et des contrôles et qui s'assurent que les cliniques ont des équipements de protection.» Mais ce n'était pas le cas cette fois : «nous voyons ce qui arrive lorsque

ces choses, malheureusement, ne sont plus en place.»

La même absence des États-Unis avait été remarquée le mois dernier lors de la première semaine de l'alerte à l'hantavirus sur le navire de croisière *Hondius*, dans l'Atlantique Sud, reprochait Craig Spencer le 13 mai dans le magazine médical *STAT*. Parce que le retrait de Washington de l'OMS est devenu effectif en janvier 2026, les experts de son agence gouvernementale chargée du suivi des maladies —le CDC— n'avaient même pas, au début, l'autorisation de parler avec leurs homologues de l'OMS.

Une discussion entre cinq experts enregistrée le 15 mai et publiée sur le blogue de la Dre Angela Rasmussen, professeure de virologie à l'Université de Saskatchewan, posait la question : «qu'est-ce qui a changé» entre la crise de l'Ebola de 2016 et la crise actuelle. Et la réponse était la même : ce qui a changé, c'est la politique, et cette crise-ci pourrait être pire que la précédente.

Historiquement, les États-Unis ont joué un rôle clef dans les réponses aux écloisions d'Ebola. Le CDC a été le chef de file mondial dans la réponse rapide aux maladies infectieuses émergentes. Les National Institutes of Health (NIH) ont été responsables de la création de vaccins et de contre-mesures, et ont soutenu des tests diagnostics. L'USAID a fourni de l'infrastructure et des formations. Les États-Unis et l'OMS ont travaillé étroitement pour coordonner les réactions.

Tout cela est disparu. Les États-Unis n'ont rien fait.



Le rapport du GPMB, parce qu'il a été rédigé avant ces deux crises, voyait des développements positifs sur le plus long terme : depuis 2016, de nouvelles technologies, incluant les vaccins à ARN, ont «avancé à une vitesse sans précédent»; grâce à la covid, des milliards de dollars ont été investis dans les stratégies de préparation et de réaction aux pandémies.

Mais la planète semble, depuis, reculer sur la volonté qui avait alors été affichée d'assurer un «accès équitable» aux vaccins et aux traitements dans les pays en voie de développement. Les auteurs donnent en exemple les vaccins contre le Mpox, qui ont mis deux ans pour rejoindre les pays africains touchés, alors qu'il avait fallu un an et demi aux vaccins contre la covid, un délai qui avait été lui-même très critiqué. Et c'est en plus des coupures dans la recherche aux États-Unis, rappelait Craig Spencer dans son texte du 13 mai : non seulement la recherche sur les vaccins à ARN semble avoir été suspendue dans ce pays, mais en plus, les NIH ont coupé l'an dernier les fonds à un des rares laboratoires qui étudiaient la souche Andes d'hantavirus. «Cette coupe n'aurait pas changé la trajectoire de l'écloison, mais le symbolisme est difficile à manquer.»

Les solutions pour renverser la vapeur sont connues et seront discutées cette semaine à l'assemblée annuelle de l'OMS : mettre en place un système de surveillance permanent, un accès équitable aux soins et un financement durable. Mais cette mise en place dépend davantage du politique que de la communauté médicale.



JUST ROOFING
FRAMING & RENOVATIONS INC.

705.372.3840

Hearst, ON

justroofing.renovations@gmail.com

Détroit d'Ormuz : un aveuglement causé par nos cerveaux?

Au printemps 2020, lors des premières semaines de la COVID, alors que les hôpitaux se remplissaient et que les écoles fermaient dans l'urgence, de nombreux reportages ont rappelé que les signaux d'alerte étaient pourtant tous là dès janvier et février 2020. Pourquoi a-t-il fallu si longtemps pour réagir? Le même scénario serait-il en train de se répéter autour du détroit d'Ormuz?

Par Pascal Lapointe
Agence Science-Press

C'est ce que suggèrent des économistes et des organisations internationales qui énumèrent les signaux d'alarme des dernières semaines :

- L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a prévenu à la mi-avril que si le passage régulier des navires dans le détroit d'Ormuz ne reprenait pas «aussi tôt que possible», on pourrait assister, en raison des pénuries d'engrais, à une inflation des coûts de l'alimentation «similaire à celle de la covid».

- Un rapport de l'Institut Kiel pour l'économie mondiale publié le 26 mars observait qu'une «fermeture relativement courte [du détroit] pourrait perturber toute une saison de cultures, avec des conséquences sur la sécurité alimentaire, qui persisteront longtemps après la réouverture du détroit».

- L'Agence internationale de l'énergie a qualifié, le 14 avril, le blocage du détroit d'Ormuz de «plus grande perturbation de l'histoire des marchés pétroliers».

- Le Conseil de l'Atlantique, un groupe de réflexion sur la géopolitique, en comparant le blocage du détroit à l'embargo sur le pétrole de 1973, a ajouté le 21 avril que ce dernier avait, à l'époque, retiré du marché 7 % de l'approvisionnement mondial en pétrole, contre 13 % pour Ormuz. Et c'est sans compter les dommages aux infrastructures pétrolières dans les



Photo : borodaty/Depositphotos

États du golfe Persique qui ont été peu évalués jusqu'ici.

- La chaîne de production des puces électroniques en est affectée et, avec elle, l'industrie mondiale de l'informatique et de l'IA

- Des experts en économie ou en politique évoquent un risque de récession aux États-Unis depuis la fin-mars; le Fonds monétaire international a revu à la baisse, en avril, ses prévisions de croissance pour la prochaine année.

- Les Philippines ont déclaré dès la fin-mars un état d'urgence énergétique; des pays comme la Corée du Sud ou l'Inde ont imposé des rationnements ou fermé des usines; des compagnies aériennes ont annulé des milliers de vols.

Et pourtant, la vie continue en bonne partie comme avant, en particulier aux États-Unis —sauf pour les segments de la population

directement touchés comme les agriculteurs. Et sauf pour le prix de l'essence aux stations-service. C'est encore plus flagrant sur les marchés financiers, où même une apparence de bonne nouvelle comme le cessez-le-feu du 7 avril, a suffi à provoquer une remontée des indices boursiers. «Le marché mise sur la paix, mais pas le système pétrolier», écrivait le 11 avril un analyste de la firme PSI Capital. Comment expliquer cet «aveuglement économique», demande le journaliste en environnement et énergie Brian Walsh, dans le magazine *Vox*. Il rappelle que le 19 février 2020, peu de temps avant qu'une première éclosoie de covid ne soit déclarée en Italie, l'indice S&P (basé sur 500 grandes sociétés cotées à la bourse aux États-Unis) avait atteint un nouveau record. Cinq semaines plus tard, il avait dégringolé de 34 %, la plus forte baisse de son histoire. Les informations sur les risques de la COVID étaient pourtant accessibles depuis des semaines, souligne Walsh. «Les marchés ne sont pas soudainement devenus intelligents. Ils sont juste devenus incapables de rester stupides.»

Une des raisons de l'aveuglement de février 2020, et dont on dira un jour si elle s'applique, ou non, à la

présente situation, est que les humains sont mauvais pour reconnaître les menaces à long terme. Notre cerveau est construit pour réagir extrêmement vite à des menaces immédiates, par exemple un lion qui rugit au détour d'un sentier. En revanche, face à des menaces lointaines ou diffuses, ou face à des probabilités, notre cerveau est très mal équipé.

Deux économistes de l'Université de Pennsylvanie, Robert Meyer et Howard Kunreuther, ont appelé ça en 2019 le paradoxe de l'autruche, et ont énuméré six biais fondamentaux : myopie (comme le fait de miser financièrement sur un impact à court terme sans voir les impacts à long terme), amnésie, optimisme, inertie, simplification et attachement au groupe. Des psychologues ont également, depuis deux décennies, plusieurs fois expliqué le déni des changements climatiques par la grande difficulté à en percevoir les impacts tangibles et immédiats. Mais dans une situation comme celle des deux premiers mois de la COVID, ou comme celle du choc pétrolier actuel, cette «aversion du marché pour la réalité», finit par avoir des conséquences beaucoup plus graves que si on avait réagi vite, commentait le 29 avril le rédacteur en chef du magazine *American Prospect*, David Dayen. Les courtiers à la bourse qui espèrent détecter des réponses dans les «petits mouvements des prix, ne seront pas à même d'intérioriser un choc dramatique sur les chaînes d'approvisionnement mondiales». Parce que les effets de ce choc ne se feront ressentir dans leur cour que des semaines ou des mois plus tard.

De même, parce qu'il n'y a pas de «désastre visible» dans leur cour, les habitants de la plupart des pays riches «pensent que tout va bien, et qu'un prix un peu plus élevé à la pompe est le seul impact», explique dans le *Financial Post* Cuneyt Kazokoglu, de la firme de consultants en énergie FGE. Mais le déclin de la demande «va venir par vagues» : l'Asie est d'ores et déjà touchée, «l'Afrique va suivre, l'Europe a déjà commencé à parler de pénuries de certains carburants». La dissonance cognitive — ce phénomène qui frappe nos cerveaux lorsqu'on est confronté à deux idées contradictoires — ne pourra pas durer indéfiniment.




- Construction résidentielle et commerciale
- Rénovations
- Contracteur général
- Fondations
- Toitures



POUR NOUS CONTACTER :
(705) 373-2733 | (705) 372-5444
constructionaulac@gmail.com



AuLac Construction Inc.

**Vous avez des informations à nous faire parvenir?
Contactez-nous à info@hearstmedias.ca**

Une tradition musicale qui a de nouveau rassemblé la communauté



Photos : Francine Savoie-Jansson

Les Soirées Cabaret, présentées dans le cadre du Festival Hearst sur les planches vendredi et samedi derniers sont financées par Patrimoine canadien. Elles ont eu lieu cette fin de semaine au Conseil des Arts, rassemblant plus de 200 personnes lors de chacune des deux soirées.

Par Ndery Dione
Le Nord - IJL

Cet événement, organisé tous les deux ans par André Lanthier et un groupe de musiciens, existe depuis les années 1970 et a pour but de mettre en lumière le talent des artistes locaux.



Roger Lanthier, l'un des musiciens ayant participé à ces activités festives, nous a expliqué certains aspects de leur préparation avec un groupe de quatre musiciens, précisant que c'est son frère André qui s'est occupé de toute la coordination à Hearst avec le reste de l'équipe, tandis que lui et Alain Filion habitent présentement dans la région de l'Est de l'Ontario.

«On a fait tout à distance. On a préparé les chansons, pratiqué chacun de notre côté et ensuite on s'est rencontré pour le spectacle», raconte-t-il.

L'événement a connu un grand succès et a offert des performances solides, a déclaré Roger Lanthier, ajoutant qu'au total ils étaient onze chanteuses et chanteurs. Selon lui, l'une des raisons de ce résultat est que c'était la première fois que chacun faisait ses devoirs de son côté, chez lui. «Donc, les chanteurs et chanteuses nous ont proposé leur choix de chansons et nous, les quatre musiciens, on communique via Messenger et on décide pour voir si ça va fonctionner dans le contexte du spectacle en toute justesse et harmonie ou non (...). Deux semaines avant le spectacle, on s'est rencontré un soir pour une

pratique, et la pratique générale était le jeudi avant les deux Soirées Cabaret. Je crois personnellement que c'est ce qui nous a donné ce tel résultat.»

Puisque toute l'équipe ne vit pas à Hearst, cela a permis à chacun de bien se préparer individuellement, ce qui contribue ainsi à la réussite des prestations sur scène, explique le musicien Roger Lanthier.

Toutefois, il a admis que la nervosité, ressentie par presque toute l'équipe sans aucun excès de confiance devant la foule, a constitué un très bon état et favorisé plus de concentration sur les chansons. Grâce au professionnalisme de ces musiciens, les deux soirées de spectacle des 15 et 16 mai, de 20 h à 22 h, ont été remplies de musique et ont mis en vedette des artistes qui se sont investis corps et âme dans ce

projet Festival Hearst sur les planches, festif et convivial, considéré cette année par certains participants comme étant à la hauteur de leurs attentes.

«Je ne crois pas qu'on est prêt à laisser ce spectacle-là de côté tout de suite. Oui, c'est très fatigant et c'est beaucoup d'ouvrage. Nous tous, on travaille, et puis on ne fait pas ça professionnellement dans la vie. C'est pour cette raison qu'on le fait à chaque deux ans (...). J'ai l'impression qu'on va le refaire prochainement», déclare André Lanthier, remerciant Patrimoine canadien pour son soutien ainsi que l'équipe du Conseil des Arts pour sa bonne collaboration qui a favorisé la réussite de leur projet.

Pour sa part, la directrice générale et artistique du Conseil des Arts de Hearst, Valérie Picard, a exprimé sa satisfaction à l'égard de ces deux soirées, de la forte participation des gens de la communauté ainsi que des belles prestations des artistes et de leur engagement.

«Ce que j'aimerais partager dans ce spectacle, c'est la particularité, car les musiciens et les chanteurs pratiquent très peu ensemble. Donc, tout le monde pratique de leur côté. Cette année, encore plus que d'habitude, je pense qu'ils ont eu juste deux pratiques. J'aimerais souligner à quel point ils sont talentueux nos gens, parce que ce n'est pas facile de présenter un spectacle bien réussi comme ça quand on n'a pas pratiqué plusieurs fois ensemble. C'est extraordinaire ce qu'ils ont fait sans avoir assez de répétitions.»

Restant déterminée et ancrée dans le mandat du Conseil des Arts de Hearst, Mme Picard et son équipe ont apporté tout le soutien matériel à André Lanthier et son groupe, comme elles le font avec les artistes professionnels et locaux, en mettant à leur disposition l'équipe technique de projection pour effectuer les réglages de son, ce que Valérie qualifie de très important afin de bien les entourer et de pouvoir les présenter dans les meilleures conditions possibles.



Science-Press

La pleine lune fascine ou inquiète les humains depuis longtemps : pensons au mythe du loup-garou. Dans le monde de la santé, un mythe tenace veut qu'elle influence la naissance des bébés. Le *Détecteur de rumeurs* s'est demandé ce que les statistiques en disaient.

Il y a plus d'accouchements les soirs de pleine lune?



FAUX

Par Kathleen Couillard / Agence Science-Press

Les origines de la rumeur

L'idée que la Lune a un impact sur nos vies remonte à des milliers d'années. La correspondance entre les durées du cycle menstruel et du cycle

lunaire a certainement contribué à cette association d'idées, soulignaient en 2008 des chercheurs allemands dans une recherche consacrée à l'influence du cycle lunaire sur les naissances.

De plus, une grossesse dure 265 jours, c'est-à-dire exactement 9 mois lunaires, ajoutaient en 2020 des scientifiques espagnols qui s'étaient aussi penchés sur cette croyance populaire. C'est probablement en raison de ces similarités que les gens en sont venus à faire un lien entre la Lune et la reproduction humaine.

Or, la croyance est encore très présente dans les unités d'obstétrique, notaient en 2005 des chercheurs de la Caroline du Nord. Les médecins et les infirmières étaient en effet nombreux à se dire plus occupés les soirs de pleine lune.

Des études qui se contredisent

Le lien entre les phases de la Lune et les accouchements a donc fait l'objet de beaucoup de recherches.

En 1988, des chercheurs belges ont ainsi réanalysé les données de 21 études publiées dans les 50 années précédentes. Ils ont constaté que la plupart arrivaient à des résultats négatifs. Plus récemment, des recherches menées en 2005 en Caroline du Nord et en Arizona, en 2008 en Allemagne et en 2020 en Espagne, n'ont trouvé aucune association entre les phases de la Lune et le nombre de naissances.

Les auteurs soulignent de plus que la plupart des études qui observent une telle association ne s'entendent pas sur la phase responsable. Par exemple, certaines ont noté un nombre plus important de naissances dans les deux jours suivant la pleine lune alors que d'autres ont remarqué cette augmentation pendant la nouvelle lune et le premier quartier et d'autres encore, à la pleine lune et à la nouvelle lune.

Le *Détecteur de rumeurs* a fait sa propre recension : sur 49 articles publiés entre 1949 et 2025, 31 ont conclu que la Lune n'avait aucun effet sur le nombre de naissances. Parmi les 18 articles qui affirmaient avoir détecté un effet, nous n'avons pas observé de consensus sur la phase lunaire responsable. Par exemple, certains ont observé plus de naissances avant la pleine lune, d'autres à la nouvelle lune ou entre le premier croissant et le premier quartier.

Un casse-tête mathématique

Déjà, ces résultats contradictoires montrent que le lien avec la Lune est plus difficile à analyser qu'il en a l'air, si on ne s'entend pas sur la phase concernée. Mais en plus, la nature même d'un cycle lunaire vient compliquer le calcul.

C'est qu'un cycle lunaire dure environ 29,5 jours. Si on le divise en

4 phases, l'une d'elles sera toujours plus longue que les autres, parce que ceux qui cherchent une corrélation préféreront calculer en fonction de journées entières ou de demi-journées, plutôt que d'heures. Par exemple, certains scientifiques pourraient choisir de répartir les phases de la façon suivante : trois phases de 7 jours et une de 8,5 jours. Il y aurait donc plus de naissances pendant cette dernière. Par ailleurs, lorsque vient le temps de choisir un test statistique, il faut s'assurer que celui-ci tient compte de la distribution des données qui n'est pas nécessairement linéaire. En effet, si la Lune avait une influence sur le nombre de naissances, on devrait observer un effet cyclique avec un sommet des naissances correspondant à la phase lunaire en cause. La distribution des données aurait donc l'air d'une courbe sinusoidale.

Mécanisme proposé douteux

L'autre gros problème avec cette croyance tenace, c'est qu'elle n'est guidée par aucune théorie plausible, soulignaient déjà les chercheurs belges en 1988.

Par exemple, certains de ses défenseurs prétendent (à tort) que la Lune exerce une influence sur les plans d'eau —d'où le phénomène des marées— et que, justement, l'embryon se développe dans le liquide amniotique (en réalité, la Lune exerce une influence sur la croûte terrestre, d'où le fait qu'il n'y a pas de marées dans un lac ou une rivière). D'autres proposent que la gravité exercée par la Lune aurait un impact pour déclencher le travail.

Pourtant, dans un cas comme dans l'autre, ces effets hypothétiques n'ont rien à voir avec les phases de la Lune, mais plutôt avec la distance qui la sépare de la Terre. Sachant cela, certains s'intéressent plutôt à la lumière du Soleil que la Lune reflète vers la Terre et aux effets que cela pourrait avoir sur le fonctionnement du corps humain. Il n'existe toutefois rien pour appuyer cette hypothèse.

Les psychologues qui ont analysé le phénomène des fausses croyances diraient que la persistance de cette superstition s'explique par le biais de confirmation, c'est-à-dire cette tendance qu'ont les humains à porter attention seulement à ce qui confirme leurs croyances. C'est ce que notaient entre autres, en 2005, les chercheurs de Caroline du Nord. Cela signifie que même une équipe médicale risque de remarquer plus facilement une nuit occupée si elle tombe un soir de pleine lune, que toute autre nuit occupée.

Verdict

Même si l'idée que la pleine lune pourrait influencer les accouchements a la vie dure, la grande majorité des études confirment qu'elle n'a aucun fondement scientifique.



Le
Détecteur
de rumeurs

DEVENEZ MEMBRE DES MÉDIAS DE L'ÉPINETTE NOIRE!

Tirages toute l'année.

GRAND TIRAGE EN MAI

LE GRAND PRIX SERA DÉVOILÉ BIENTÔT!

Rabais exclusifs aux Grands soldes bleus de la Librairie 10-04, réservés aux membres.

Inscription : 1004, rue Prince — 705 372-1011

Restez à l'écoute de CINN 91,1 et consultez le journal Le Nord.

Merci de faire partie de la gang!

LES
Médias
de l'épinette noire

Mot caché

Thème :
LA SUISSE
7 lettres

L	G	R	U	O	B	I	R	F	E	L	S	L	H	W	L	S	N	M	F
E	S	O	B	W	A	L	D	N	Y	E	A	C	O	E	I	O	A	R	W
T	O	Z	A	R	U	J	O	S	G	N	I	H	N	M	K	R	O	E	D
A	L	I	N	U	E	Z	S	R	C	R	L	N	P	I	T	D	T	S	A
H	E	N	E	T	N	N	O	Y	U	E	E	L	T	I	N	Z	W	I	V
C	U	O	T	I	T	M	N	Z	N	I	O	E	G	E	I	L	I	R	O
U	R	K	L	H	E	A	O	A	B	N	I	N	B	K	C	L	N	A	S
E	E	L	O	R	K	R	M	N	S	D	Y	U	O	R	L	E	T	L	I
N	E	U	R	L	E	L	S	R	T	U	D	N	G	E	U	Z	E	G	N
B	N	E	O	I	O	N	D	S	E	R	A	E	U	T	G	N	R	Z	T
E	I	T	N	C	O	E	L	D	C	Z	E	L	O	S	A	E	T	N	E
S	E	R	A	S	L	Y	E	A	U	H	E	U	Z	U	N	P	H	E	R
N	E	R	I	E	E	I	T	R	N	A	A	I	X	T	O	P	O	T	L
V	N	R	M	H	V	E	V	E	Y	G	V	F	V	G	Y	A	U	T	A
O	G	O	T	O	S	E	R	I	O	C	E	S	F	O	E	W	R	U	K
N	N	N	G	S	N	I	D	W	A	L	D	N	I	H	G	N	H	M	E
T	O	R	I	N	E	G	N	I	T	T	E	W	T	A	O	R	E	C	N
M	A	N	K	R	E	U	Z	L	I	N	G	E	N	H	L	U	U	V	S
B	A	L	E	E	N	R	E	B	N	E	M	M	E	E	A	A	S	H	E
N	O	I	S	K	R	I	E	N	S	M	E	Y	R	I	N	L	V	E	T

A	Glaris	Monthey	U
Appenzell	Grisons	Montreux	Uster
Argovie	I	Morges	V
B	Interlaken	Muttenz	Valais
Bâle	J	N	Vaud
Bellinzone	Jura	Neuchâtel	Vernier
Berne	K	Nidwald	Vevey
Bienne	Kloten	O	W
C	Köniz	Obwald	Wettingen
Coire	Kreuzlingen	Olten	Wetzikon
D	Kriens	S	Winterthour
Davos	L	Schaffhouse	Wohlen
Delémont	Lancy	Schwytz	Z
Dietikon	Langenthal	Sierre	Zermatt
Dübendorf	Lausanne	Simplon	Zoug
E	Locarno	Sion	Zurich
Emmen	Lugano	Soleure	
F	Lyss	T	
Fribourg	M	Tessin	
G	Martigny	Thoune	
Genève	Meyrin	Thurgovie	

Salade de tomates au bacon et au fromage halloumi grillés



Ingrédients

- 6 tranches de pain baguette de 1 cm (1/2 po) d'épaisseur
- 200 g (7 oz) de fromage halloumi, coupé en 8 tranches
- 60 ml (1/4 tasse) d'huile d'olive
- 3 tranches épaisses de bacon de 1 cm (1/2 po) d'épaisseur
- 4 tomates de couleurs variées, coupées en tranches
- 45 ml (3 c. à soupe) de feuilles de basilic déchirées
- 45 ml (3 c. à soupe) de feuilles de persil déchirées
- 1/2 citron, le jus seulement

Étapes de préparation

1. Préchauffer le barbecue à puissance élevée. Huiler la grille.
2. Sur une grande assiette, répartir le pain et le fromage. Les badigeonner de 30 ml (2 c. à soupe) de l'huile de chaque côté. Griller le pain, le fromage et les tranches de bacon de chaque côté. Sur un plan de travail, couper le pain et le bacon en gros morceaux.
3. Sur un plat de service, répartir les tomates, le bacon, le fromage et le pain grillés. Parsemer des feuilles de basilic et de persil. Arroser du jus de citron et du reste de l'huile. Saler et poivrer.

Sudoku

JEU N° 977

NIVEAU :
DIFFICILE

1								6
		9						2
3	7			4				
				7				
		1			5	8		7
	2		3	8				5
4	1	5			6			
	8	7				5		
					9			

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

RÉPONSE DU JEU N° 976

4	1	7	6	5	8	3	9	2
3	9	5	2	4	7	8	6	1
8	2	6	9	3	7	5	4	1
5	6	9	1	8	3	4	2	7
7	4	8	5	2	6	1	3	9
1	3	2	4	7	9	8	6	5
6	9	5	1	8	4	2	9	7
2	7	4	3	9	1	6	5	8
6	8	3	7	9	5	2	4	1

Employés recherchés?

Annoncez dans notre section d'offres d'emploi!

705 372-1011
vente@hearstmedias.ca

Réponse du mot caché : **UCERNE**

AVIS DE DÉCÈS



Claire Rempel

Nous avons le regret d'annoncer le décès de Mme Claire Rempel (née Chabot) à l'âge de 81 ans le mercredi 13 mai 2026.

Elle laisse dans le deuil son fils Ronald (Christine Vallée) de Welland et sa fille Diane de Fort McMurray, de même que ses trois petits-enfants : Justin, Ashley et Ryan; ainsi que son frère : Jean-Marc Chabot (Marie) de Barrie.

Elle fut précédée dans la mort par son conjoint, Simon Duchesneau, ainsi que ses sœurs : Solange Rempel et Pauline Chabot.

On se souviendra de Claire comme d'une femme facile d'approche et chaleureuse. Toujours souriante, elle savait créer des liens partout où elle passait. Sa gentillesse naturelle, son écoute et sa joie de vivre faisaient d'elle une personne appréciée de tous. Sociable et pleine d'énergie, elle adorait les sorties entre amis, les soirées animées, et ne ratait jamais un spectacle. Elle aimait se garder occupée, reflet d'une vie vécue pleinement, active et entourée de ceux qu'elle aimait.

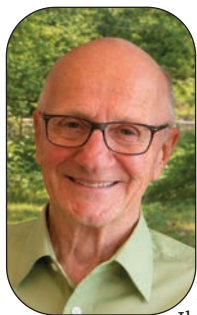
Claire trouvait aussi du bonheur dans les plaisirs simples : une partie de cartes jouée en bonne compagnie, le jardinage et les fleurs qu'elle cultivait avec soin et passion. Parmi toutes ses activités, les moments passés en kayak occupaient une place spéciale, lui apportant paix et sérénité. Sur l'eau, elle retrouvait la liberté, le calme et la beauté de la nature qu'elle admirait tant.

Avant sa retraite, Claire s'est consacrée à sa profession d'infirmière. Plusieurs se souviendront d'elle pour la qualité de ses soins, sa douceur et son dévouement auprès de ses patients, qu'elle accompagnait toujours avec compassion et respect.

Claire laisse derrière elle le souvenir d'une femme généreuse, attentionnée et profondément humaine. Sa joie de vivre, sa bienveillance et sa capacité à prendre soin des autres continueront d'inspirer tous ceux qui ont croisé son chemin.

La famille accueillera parents et ami(e)s aux Services funéraires Fournier le vendredi 22 mai 2026, de 14 h à 16 h. Ce sera suivi des funérailles à 16 h 15 en la cathédrale Notre-Dame de Hearst.

Claire a courageusement lutté contre le cancer. En sa mémoire, la famille souhaiterait que des dons soient faits à la Société canadienne du cancer, en guise de soutien à la recherche et à l'accompagnement des personnes touchées par cette maladie.



Roger Caouette

C'est avec une profonde tristesse, mais un grand soulagement que Nicole et Renée vous annoncent le décès de leur cher papa, M. Roger Caouette, le 22 décembre 2025 à l'âge de 82 ans.

Il laisse aussi dans le deuil ses gendres : André Marcotte et André Forget; quatre petits-enfants : Jonathan (Roxanne), Dominic (Karolyne), Noémie et Audrey-Anne; deux arrière-petits-enfants : Alexia et Xavier; deux sœurs : Thérèse et Françoise; ainsi que deux frères : François et René.

Il fut précédé dans la mort par sa tendre épouse, Yolande (née Gilbert), ainsi que par ses parents : Rosaire et Marguerite; quatre sœurs : Alida, Murielle, Julie et Diane; de même qu'un frère, Raymond.

Roger était un homme d'une très grande fierté qui n'a jamais reculé devant l'effort. Il nous quitte en laissant un bel exemple : celui d'un homme aimant, généreux, attentionné et toujours reconnaissant. Il aimait aider les autres sans jamais rien attendre en retour. Ayant toujours fait preuve d'une très grande sagesse, ses proches se tournaient souvent vers lui pour lui demander conseil ou pour entretenir de belles conversations.

Il a consacré une grande partie de sa vie à travailler à titre de bûcheron et d'opérateur de machinerie pour des entreprises forestières de la région de Hearst. Il a laissé sa marque dans la communauté en étant conseiller scolaire, membre des Chevaliers de Colomb et président de l'Association Hearst Skidders pendant plusieurs années.

Tant qu'il en a eu la capacité, Roger trouvait ses petits moments de bonheur et de détente en jardinant, en jouant aux cartes ou tout simplement en regardant la télévision.

Il laisse dans le cœur de sa famille et de ses amis de précieux souvenirs.

Les funérailles auront lieu le samedi 23 mai 2026 à 10 h 30 en la cathédrale Notre-Dame de l'Assomption de Hearst.

**LES MÉDIAS DE L'ÉPINETTE NOIRE EXPRIMENT LEURS
CONDOLÉANCES AUX FAMILLES ET AMIS DES DÉFUNTS.**



CORPORATION DE LA VILLE DE HEARST

OFFRE D'EMPLOI

Trésorier / Trésorière

La Ville de Hearst est à la recherche d'une personne dynamique, fiable, autonome et très structurée pour pourvoir le poste de trésorier(ère).

Responsabilités principales :

- ✓ Exécuter toutes les tâches de trésorier(ère) municipal(e), telles que définies dans la Loi de 2001 sur les municipalités et les lois relatives
- ✓ Coordonner la préparation des budgets annuels d'exploitation et de dépenses en capital, en collaboration avec les chefs de département
- ✓ Superviser le travail des employé(e)s sous sa responsabilité
- ✓ Responsable de la gestion du système informatique
- ✓ Exécuter toutes les décisions et politiques du conseil ayant un impact financier
- ✓ Agir à titre de personne-ressource en ce qui a trait à tous les octrois, subventions et programmes disponibles à la Municipalité

Compétences requises :

- ✓ Diplôme universitaire ou collégial en comptabilité; une désignation comptable serait un atout
- ✓ Minimum de 3 ans d'expérience en comptabilité
- ✓ Une expérience dans le domaine municipal serait un atout
- ✓ Doit détenir de bonnes aptitudes en planification et en organisation
- ✓ Compétences en leadership et en relations interpersonnelles
- ✓ Doit être flexible et apte à gérer le changement
- ✓ Le bilinguisme est nécessaire
- ✓ Bonnes aptitudes en communication orale et écrite

Salaire :

Le salaire est établi en fonction du Programme d'administration salariale, de la classification 16, qui se situe entre 121 597 \$ et 138 965 \$ annuellement, proportionné aux qualifications et à l'expérience. Un programme d'avantages sociaux complet, incluant plan de pension OMERS, est offert.

Pour une description de tâches plus détaillée, veuillez consulter le site web de la Ville : www.hearst.ca.

Les personnes intéressées devront soumettre leur candidature **avant 16 h, le jeudi 4 juin 2026**, à l'adresse suivante ou par courriel :

Éric Picard, administrateur en chef
Corporation de la Ville de Hearst
925, rue Alexandra
Sac postal 5000
Hearst, Ontario POL 1N0
epicard@hearst.ca

La Corporation de la Ville de Hearst est un employeur offrant l'égalité des chances et qui répond aux besoins des demandeurs en vertu du Code ontarien des droits de la personne et de la Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (LAPHO) pendant toutes les étapes du recrutement et processus de sélection. Veuillez communiquer avec la personne susnommée pour toute demande d'accommodement.

LES P'TITES ANNONCES

LOGEMENTS

APPARTEMENT À LOUER
2 chambres, pour travailleurs (à court terme). Accès laveuse/sécheuse, proche de l'hôpital. **705 562-1850**

ESPACE À LOUER

5 BUREAUX SUR 2 ÉTAGES, une salle de bain. 931 rue George, Hearst ON POL 1N0 **705 372-1932**



**À VÉLO,
LIBRE COMME
L'AIR !**

**AUJOURD'HUI,
J'ESSAIE !**

**VOS BEAUX
DIMANCHES
DE MIDI À 15 h**

L'Ontario inaugure un centre d'entraînement clé en vue du Mondial 2026

Avec la Coupe du Monde qui approche à grands pas et qui est organisée cette fois-ci par les États-Unis, le Mexique et le Canada, le gouvernement de l'Ontario a célébré, jeudi dernier, l'ouverture du nouveau centre d'entraînement sportif au Parc du Centenaire à Toronto, une installation appelée à jouer un rôle clé lors de cet événement.

Par Ndery Dione
Le Nord - IJL

Grâce à un investissement provincial de 20 millions de dollars, ce nouveau complexe ultramoderne servira de site d'entraînement officiel pour les équipes participant au tournoi international.

Après l'évènement, cet édifice sera accessible au public et soutiendra les ligues sportives locales, les programmes communautaires ainsi que diverses activités récréatives. Le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, a souligné l'importance de cet investissement pour la communauté locale et pour l'avenir des infrastructures sportives de la province. «Notre gouvernement est fier d'investir dans le nouveau centre d'entraînement ultramoderne du parc Centennial, qui comprend plusieurs terrains de soccer et qui profitera à la communauté d'Etobicoke pendant de nombreuses années», a-t-il déclaré.

Le site accueillera les athlètes de la Coupe du Monde de la FIFA avant



Comme l'a indiqué le premier ministre sur sa page Facebook à la suite de la visite inaugurale, cette installation servira de centre d'entraînement officiel pour la Coupe du Monde de la FIFA 2026, avant de devenir un carrefour communautaire permanent destiné à soutenir la prochaine génération d'athlètes ontariens.

Photos : FordNation/Facebook

son ouverture officielle au public prévue en septembre 2026.

En outre, les autorités provinciales estiment que cette infrastructure laissera un héritage durable pour les résidents et les sportifs de la région.

Le ministre des Sports, Neil Lumsden, a affirmé que ce nouveau complexe renforcera la capacité de

la province à accueillir des événements sportifs internationaux d'envergure.

«Ce tout nouveau complexe de calibre mondial deviendra un lieu d'entraînement et de compétition essentielle pour les athlètes du monde entier. En investissant dans le site d'entraînement du parc du Centenaire, nous renforçons la capacité de l'Ontario à accueillir des compétitions internationales de haut niveau et laissons un héritage important qui profitera aux athlètes et aux résidents locaux pour les années à venir», a déclaré M. Lumsden.

Le financement du projet s'inscrit dans un investissement provincial total de 97 millions de dollars destiné à soutenir le rôle de Toronto comme ville hôte de la Coupe du Monde de la FIFA 2026. Selon la province, cette contribution permettra à la Ville de Toronto de disposer des ressources nécessaires pour accueillir des centaines



de milliers de visiteurs, tout en maintenant des infrastructures publiques fiables et en générant des retombées économiques durables.

Le gouvernement de M. Ford estime également que la tenue du tournoi à Toronto soutiendra plus de 8700 emplois en Ontario et produira plus de 1,3 milliard de dollars en activité économique dans la province.

De son côté, la mairesse de Toronto, Olivia Chow, a pour sa part insisté sur l'aspect primordial des espaces publics et des infrastructures sportives dans le développement local.

«Le parc Centennial est un lieu important pour les résidents et les familles, et ces améliorations permettront à un plus grand nombre de personnes d'avoir accès à des espaces de qualité pour rester actives, tisser des liens et profiter de leur quartier. À mesure que notre ville grandit, investir dans les parcs contribue à garantir que les communautés disposent de l'espace et des possibilités nécessaires à leur épanouissement, aujourd'hui et dans les années à venir.»

Enfin, ce nouveau centre d'entraînement s'ajoute aux initiatives déjà mises en place par l'Ontario afin d'élargir l'accès aux infrastructures sportives et récréatives. Parmi elles figure notamment le Fonds d'infrastructure pour le sport et les loisirs communautaires (FISLC), doté de 500 millions de dollars pour la construction et la modernisation d'installations à travers toutes les communautés de la province.



Nouveau stade de Toronto



SPORTIVEMENT VÔTRE

avec Gilles «Pélo» Péloquin

Lun-Ven • 6 h 15 | 16 h 15 | 17 h 15 • 91,1 FM

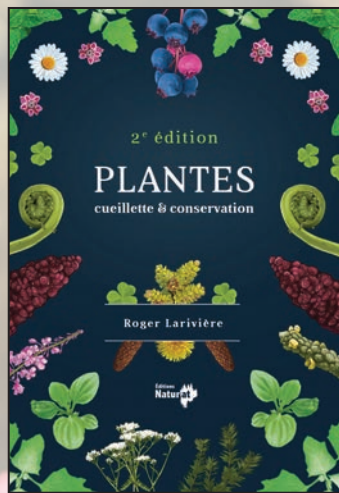
CINN911.com

→ Toute l'actualité sportive locale et nationale, en direct chaque semaine!

LE PRINTEMPS SE CULTIVE AUSSI EN LECTURE



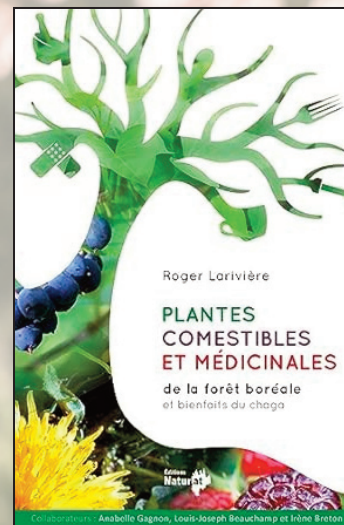
GUIDE D'IDENTIFICATION
CHAMPIGNONS COMESTIBLES
faciles à identifier
16,95 \$



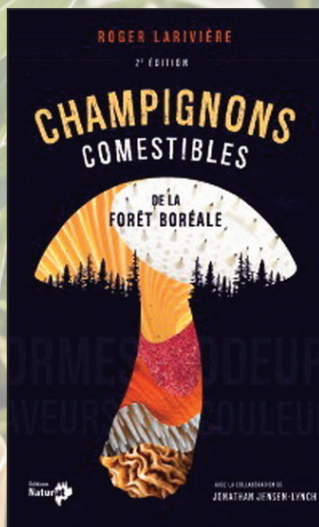
PLANTES - CUEILLETTE & CONSERVATION
19,95 \$



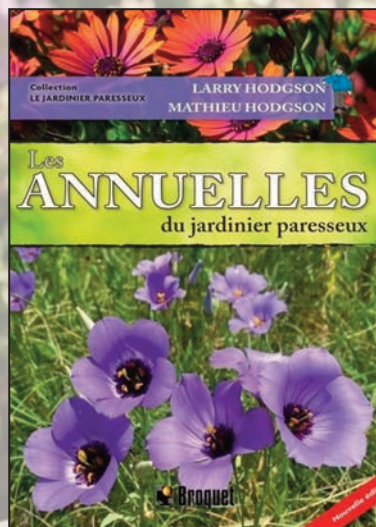
LE BIEN-ÊTRE CHEZ SOI GRÂCE À UN INTÉRIEUR VERT
24,95 \$



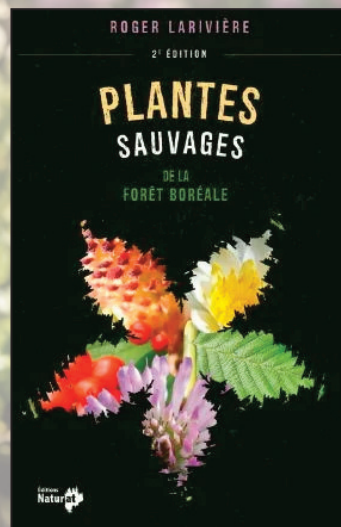
PLANTES COMESTIBLES ET MÉDICINALES
26,95 \$



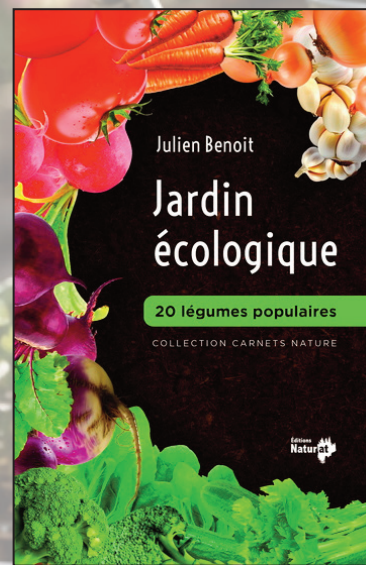
CHAMPIGNONS COMESTIBLES DE LA FORÊT BORÉALE
30,00 \$



LES ANNUELLES DU JARDINIER PARESSEUX
34,95 \$



PLANTES SAUVAGES DE LA FORÊT BORÉALE
39,00 \$



TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR, À PORTÉE DE MAIN!
19,95 \$

LIBRAIRIE
10-04

1004, rue Prince, Hearst ON P0L 1N0
TÉL. : 705 372-1011 - Courriel : info@hearstmedias.ca

Ouvert du lundi au mercredi de 9 h à 17 h. Jeudi et vendredi de 9 h à 20 h.
Samedi de 10 h à 17 h. Ouvert sur l'heure du midi.

